



## Chapitre T-15

### LOI SUR LES TRAVAUX PUBLICS

Exécution de la loi. **1.** Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement, ci-après désigné sous le nom de «ministre», est chargé de l'exécution de la présente loi.

S. R. 1964, c. 138, a. 1; 1973, c. 27, a. 20.

#### SECTION I

#### DES POUVOIRS ET DEVOIRS GÉNÉRAUX DU MINISTRE RELATIVEMENT AUX OUVRAGES PUBLICS

Assurance. **2.** Le ministre peut faire assurer contre le feu, en son nom officiel, par des compagnies d'assurance solvables, tous les ouvrages et édifices publics du Québec.

S. R. 1964, c. 138, a. 2.

Émission de mandats. **3.** Nul mandat ne doit être émis pour aucune somme de deniers publics affectée à des travaux publics sous le contrôle du ministre, autrement que sur un certificat du ministre ou de son sous-ministre, à l'effet que cette somme doit être payée à la personne qui y est mentionnée.

S. R. 1964, c. 138, a. 3.

Offre légale. **4.** Le mandat émis par ce certificat est, dans tous les cas, réputé être une offre légale à la personne à l'ordre de laquelle il est payable.

S. R. 1964, c. 138, a. 4.

Attestation de comptes. **5.** Le ministre ou son sous-ministre peut exiger que tout compte qui lui est présenté par un entrepreneur, ou par une personne employée par le ministère, soit attesté sous serment, lequel serment, ainsi que celui que prête un témoin, peut être reçu par le ministre ou son sous-ministre.

S. R. 1964, c. 138, a. 5.

- Témoins. **6.** Le ministre ou son sous-ministre peut faire venir et examiner sous serment toutes les personnes qu'il croit nécessaire d'examiner sur toutes matières requérant son intervention; il peut ordonner à telles personnes d'apporter avec elles les papiers, plans, livres, documents ou objets requis pour la preuve sur cette matière, et payer à ces personnes une compensation raisonnable pour leurs temps et déboursés.
- Amende. Ces personnes sont obligées de se rendre à cette sommation après en avoir reçu avis, sous une amende de vingt dollars dans chaque cas.  
S. R. 1964, c. 138, a. 6.
- Rapport du ministre. **7.** Le ministre doit préparer et soumettre au lieutenant-gouverneur un rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle; et ce rapport, indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires, doit être mis devant la Législature dans les dix premiers jours de chaque session.  
S. R. 1964, c. 138, a. 7.
- Demande de soumissions. **8.** Il est du devoir du ministre de demander des soumissions, par annonces publiques, pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise et dont le coût estimatif dépasse vingt-cinq mille dollars, si ce n'est dans les cas d'urgence lorsque le délai est préjudiciable aux intérêts publics, ou lorsque, d'après la nature de l'ouvrage à faire, il peut être exécuté plus promptement et plus économiquement par les employés et serviteurs du ministère.  
S. R. 1964, c. 138, a. 8.
- Cautionnement des entrepreneurs. **9.** Le ministre doit, dans tous les cas où des travaux publics sont faits à l'entreprise, veiller soigneusement à ce qu'il soit donné bonne et suffisante caution en faveur de Sa Majesté, pour l'exécution régulière de ces travaux, en se restreignant dans les limites des dépenses et du temps spécifiés pour leur achèvement; et aucune somme de deniers ne doit être payée à un entrepreneur sur un contrat quelconque, et aucun ouvrage ne doit être commencé avant que ce contrat soit signé par les parties y dénommées, et que le cautionnement nécessaire soit fourni.  
S. R. 1964, c. 138, a. 9.
- Mesurages. **10.** Le ministre peut autoriser les architectes, ingénieurs, officiers et entrepreneurs, serviteurs ou ouvriers employés par lui, à entrer et passer sur toutes les terres, quels qu'en soient les propriétaires, à les mesurer, en prendre les niveaux, y faire les sondages et y creuser les

puits d'exploration qu'il croit nécessaires aux travaux sous sa direction.

S. R. 1964, c. 138, a. 10.

Acquisition d'immeubles.  
Contrats.

**11.** Le ministre a, en tout temps, le pouvoir de faire l'acquisition et de prendre possession, pour et au nom de Sa Majesté, des terres et propriétés immobilières dont il croit l'appropriation nécessaire pour l'usage, la construction et l'entretien des ouvrages ou édifices publics, ou pour l'usage, la construction ou l'entretien des forces hydrauliques établies ou créées par ou à raison de ces travaux publics, ou pour l'agrandissement ou l'amélioration de ces ouvrages ou pour en rendre l'accès plus facile, et il peut à cet effet faire des contrats et des conventions avec des personnes, corps politiques, gardiens, tuteurs, curateurs et fidéicommissaires quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs héritiers, successeurs et ayants cause, mais aussi pour ceux qu'ils représentent, qui possèdent ces terres et propriétés immobilières ou qui y ont des intérêts; tous contrats et conventions, et tous transports et autres instruments faits à cet égard, sont valides pour toutes fins que de droit.

S. R. 1964, c. 138, a. 11.

Prise de matériaux.

**12.** Le ministre et ses agents peuvent entrer et prendre, sur toutes les terres incultes ou non défrichées, le bois, la pierre, le gravier, le sable, la terre glaise ou les autres matériaux qui peuvent s'y trouver, et qui sont nécessaires pour la construction, l'entretien ou la réparation des ouvrages ou édifices publics sous leur direction, ou peuvent déposer les matériaux ou effets sur ces terres, en donnant une compensation au taux qui peut être convenu ou évalué et alloué; le ministre peut faire et employer tout chemin temporaire nécessaire pour transporter ces bois, pierre, gravier, terre glaise ou sable ou qui peut être requis pour se rendre facilement aux ouvrages pendant leur exécution ou leur réparation; et peut entrer sur toute terre pour y faire des fossés propres à faire écouler l'eau des travaux, ou pour réparer ces fossés, en donnant une compensation comme susdit.

S. R. 1964, c. 138, a. 12.

Compensation.

**13.** La compensation dont les parties conviennent, ou qui peut être évaluée et allouée en la manière établie ci-dessous pour ces terres, propriétés immobilières, bois, pierre ou autres matériaux, est payée au propriétaire ou occupant de ces terres ou autres propriétés, ou aux personnes éprouvant quelque dommage comme susdit, dans les six mois après que la compensation a été convenue ou évaluée et allouée.

S. R. 1964, c. 138, a. 13.

- Expropriation. **14.** Dans le cas où le propriétaire ou occupant refuse ou ne convient pas de transporter ses droits de propriété ou intérêts dans ces terres ou propriétés immobilières, le ministre peut procéder par expropriation.  
S. R. 1964, c. 138, a. 14.
- Fermeture de chemins. **15.** Le ministre peut fermer ou déplacer toute partie d'un chemin public, à l'endroit où ce chemin nuit au tracé déterminé pour la construction des ouvrages; mais avant de fermer ou déplacer ce chemin, le ministre doit ouvrir et substituer à sa place un autre chemin commode, et le terrain employé jusque-là au chemin ou à la partie du chemin ainsi fermé, peut être transféré par le ministre au propriétaire de la terre dont il faisait auparavant partie, et ensuite ce terrain appartient à ce dernier.  
S. R. 1964, c. 138, a. 15.
- Enlèvement de clôtures.  
Fossés. **16.** Chaque fois que, pour l'exécution d'un ouvrage public quelconque, il devient nécessaire que le ministre ou ses entrepreneurs ou employés renversent, abattent ou enlèvent les murs ou clôtures de quelque propriété contiguë à cet ouvrage, ou construisent des fossés ou égouts pour l'écoulement de l'eau qui serait accumulée en arrière de quelque canal public, le ministre ou les entrepreneurs, ou leurs employés autorisés, doivent rétablir ces murs et clôtures, aussitôt que la nécessité qui les a fait renverser, abattre ou enlever a cessé; et, lorsqu'ils ont été ainsi rétablis, ils sont entretenus par le propriétaire de la même manière que s'ils n'avaient jamais été abattus ou enlevés.  
S. R. 1964, c. 138, a. 16.
- Anciens contrats. **17.** Tous les contrats, conventions, obligations ou baux, relatifs à quelques ouvrages ou édifices étant la propriété du Québec, ou concernant tout péage sur les ouvrages faits par le commissaire des travaux publics de l'ancienne province du Canada, ou par tout commissaire ou autre personne dûment autorisée à les faire, valent au profit de Sa Majesté, et l'exécution peut en être exigée de la même manière que s'ils avaient été faits en vertu de la présente loi.  
S. R. 1964, c. 138, a. 17.
- Propriété de la couronne. **18.** Sa Majesté est investie de toutes les propriétés immobilières acquises pour l'usage des ouvrages ou édifices publics, et lorsque ces propriétés ne sont plus requises pour ces ouvrages ou édifices, elles peuvent être vendues sur autorisation du gouvernement.  
S. R. 1964, c. 138, a. 18.

## SECTION II

### DES BUREAUX POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS DU GOUVERNEMENT

- Acquisition d'immeubles autorisée. **19.** 1. Pour les aménager et y loger des services administratifs du gouvernement ou pour des fins d'éducation ou d'hospitalisation, le gouvernement peut autoriser le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, les immeubles situés au Québec et qu'il juge utiles à l'une de ces fins.
- Acquisition de terrains. 2. Dans le même but il peut aussi autoriser le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains situés au Québec et à y construire et aménager des édifices pour les mêmes fins.
- Services administratifs. 3. Les commissions, régies, offices ou comités institués en vertu d'une loi du Québec et dont les membres sont nommés par le gouvernement sont, pour les fins de la présente section, considérés comme des services administratifs du gouvernement.
- Loyers autorisés. 4. Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement est autorisé à louer, pour le laps de temps et aux conditions qu'il détermine, à ces commissions, régies, offices ou comités les immeubles qui ont été érigés pour leur bénéfice en vertu de la présente section.

S. R. 1964, c. 138, a. 19; 1973, c. 27, a. 20.

- Ententes. **20.** Le gouvernement peut autoriser le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement à conclure, avec toute corporation municipale de comté, des ententes relativement au maintien, à l'aménagement et à l'entretien de locaux pour la tenue du bureau d'enregistrement de ce comté et de la Cour provinciale lorsqu'elle y siège.
- Compensation. Le gouvernement peut à ces fins, soit accorder à la corporation municipale de comté des compensations financières, soit prendre à sa charge les obligations qui sont imposées à cette dernière par le Code municipal.
- Acquisition. Lorsque le gouvernement consent à prendre à sa charge ces obligations, le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement peut acquérir ou louer et aménager tout immeuble de la corporation municipale de comté, ou tout autre immeuble, ou acquérir un terrain et y construire et aménager l'édifice nécessaire à la tenue du bureau d'enregistrement et de la Cour provinciale.

S. R. 1964, c. 138, a. 20; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 17, a. 2; 1973, c. 27, a. 20.

### SECTION III DES ARBITRAGES

#### §1. — *De la nomination des arbitres officiels*

- Bureau d'arbitrage. **21.** Le gouvernement peut, en tout temps, constituer un bureau d'arbitrage, et nommer des personnes compétentes, mais n'excédant pas le nombre de trois, comme arbitres pour le Québec.
- Pouvoirs des arbitres. Ces arbitres règlent, évaluent, estiment et accordent les sommes qui doivent être payées à toutes personnes à l'égard de toute réclamation formulée à propos de quelque contrat ou marché, quand le ministre n'a pu et ne peut s'entendre avec elles.
- Rémunération. Chaque arbitre reçoit la rémunération qui peut être fixée par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 138, a. 21.

- Serment d'office. **22.** Les arbitres prêtent, devant le ministre ou l'un des juges de paix de Sa Majesté, le serment suivant:  
«Je, A. B., fais serment que je considérerai, bien et fidèlement, toutes les réclamations que l'on fera pour obtenir compensation des dommages causés par la construction d'ouvrages publics, ou pour obtenir paiement ou rémunération à l'égard de quelque contrat; et que je réglerai ces réclamations et rendrai une sentence arbitrale équitable, au meilleur de mes connaissances et habileté; et qu'en rendant cette sentence arbitrale, je prendrai en considération l'avantage qui résultera de la construction de ces ouvrages publics aux personnes faisant ces réclamations, aussi bien que les dommages qu'elles auront éprouvés. Ainsi Dieu me soit en aide!».

S. R. 1964, c. 138, a. 22.

- Secrétaires. **23.** Le gouvernement peut nommer une ou plusieurs personnes compétentes pour agir comme secrétaires des arbitres, et peut destituer tout tel secrétaire et en nommer un autre à sa place, quand et comme il le juge à propos.
- Rémunération. Il peut fixer le montant de la rémunération qui doit être accordée à ce ou ces secrétaires.

S. R. 1964, c. 138, a. 23.

#### §2. — *Des affaires qui peuvent être soumises aux arbitres*

- Réclamations. Avis. Offres. **24.** Si quelque personne ou corporation a quelque réclamation à faire valoir pour des dommages directs ou indirects résultant de la

construction ou se rattachant à l'exécution de quelque ouvrage public entrepris, commencé ou exécuté aux frais du Québec, ou quelque réclamation provenant d'un contrat, fait avec le ministre, pour l'exécution d'un ouvrage public, cette personne ou cette corporation peut donner avis, par écrit, de sa réclamation au ministre en l'accompagnant des détails et motifs qui y ont donné lieu, et, sur cet avis, le ministre, s'il juge à propos d'accorder un arbitrage, peut, en tout temps, pendant les trente jours qui suivent l'avis, faire une offre de ce qu'il considère être une juste compensation, accompagnant cette offre d'un avis que la réclamation sera soumise à la décision des arbitres nommés en vertu de la présente loi, à moins que la somme ainsi offerte ne soit acceptée dans les dix jours qui suivent cette offre.

S. R. 1964, c. 138, a. 24.

Forme des offres.

**25.** Les offres du ministre sont considérées comme légalement faites par toute autorisation sous sa signature pour paiement de la somme offerte, et signifiée à la personne ou au corps politique faisant cette réclamation.

Une offre ainsi faite est également suffisante dans les cas d'offres de compensation faites par le ministre en vertu de tout autre article de la présente loi.

S. R. 1964, c. 138, a. 25.

Absence de présomption.

**26.** Les offres du ministre sont toujours censées faites dans un esprit de conciliation, et elles ne peuvent être invoquées contre lui comme preuve ni même comme présomption.

S. R. 1964, c. 138, a. 26.

Cautionnement.

**27.** Avant qu'une réclamation, présentée en vertu de la présente section, ou de toute autre section de la présente loi, soit soumise aux arbitres, le réclamant est tenu de donner caution à la satisfaction des arbitres ou de quelqu'un d'entre eux, pour le paiement des frais et dépens de l'arbitrage, dans le cas où la décision des arbitres serait défavorable au réclamant, ou n'accorderait pas une somme plus forte que celle offerte.

S. R. 1964, c. 138, a. 27.

Nombre d'arbitres.

**28.** Le ministre peut renvoyer les réclamations ci-dessus soit à un seul des arbitres, soit à tous les trois, selon qu'il le juge convenable.

Arbitre unique.

Lorsqu'une réclamation est renvoyée à un seul, cet arbitre a seul le droit de recevoir les témoignages, d'entendre les parties et de prononcer la sentence, et cette sentence est obligatoire, sauf l'appel ci-après mentionné.

Trois arbitres. Dans tous les cas où les réclamations sont renvoyées aux trois arbitres, l'un d'eux peut recevoir les témoignages, entendre les parties, et exercer tous les pouvoirs préliminaires ou incidents à l'audition et à la réception des témoignages, et les soumettre ensuite à tous les arbitres, et la sentence de la majorité est finale et sans appel.

S. R. 1964, c. 138, a. 28.

Appel de la sentence  
rendue par un seul arbitre.

**29.** Dans le cas où une réclamation a été renvoyée à un seul arbitre, si le réclamant n'est pas satisfait de la sentence arbitrale, il peut, par un avis écrit, remis à l'arbitre qui a rendu la sentence, ou au secrétaire du bureau, dans le cours d'un mois après qu'avis de la sentence arbitrale lui a été signifié, en appeler au bureau d'arbitrage; il est du devoir du bureau d'entendre l'appelant et de rendre la décision et prononcer la sentence qui lui paraissent ou qui paraissent justes à la majorité des arbitres; et contre cette décision ou cette sentence aucun autre appel ne peut être institué.

S. R. 1964, c. 138, a. 29.

Nouvelle preuve.  
Exception.

**30.** Dans le cas de tel appel, l'appelant n'a pas le droit de produire d'autre preuve que celle déjà donnée en première instance, à moins que, à la satisfaction du bureau, il ne démontre que l'existence de cette autre preuve est venue à sa connaissance depuis la première audition de l'affaire, ou à moins que le bureau, lors de l'audition du réclamant, ne croie juste d'admettre une autre preuve.

S. R. 1964, c. 138, a. 30.

Contrat excluant  
l'arbitrage.

**31.** Nul arbitrage n'est permis dans une affaire où, aux termes du contrat, il est prescrit que la décision de tout différend provenant du contrat ou s'y rattachant sera laissée au ministre, à l'architecte, ou à quelque ingénieur ou officier du ministère.

S. R. 1964, c. 138, a. 31.

Prescription. Réserve.

**32.** Nulle réclamation pour des dommages que l'on prétend avoir été causés, directement ou indirectement, à des terres ou propriétés par la construction, l'entretien ou la régie d'un ouvrage public, et nulle réclamation résultant de l'exécution d'un contrat ou d'une convention pour la confection de cet ouvrage ou d'une de ses parties, ne peuvent être soumises aux arbitres nommés en vertu de la présente loi ni accueillies par eux, à moins que ces réclamations, avec toutes leurs particularités, n'aient été remises au secrétaire du ministère dans les douze mois qui suivent la perte ou le dommage dont il est porté plainte, lorsque ces réclamations ont trait à des dommages causés à des terres ou propriétés—et lorsque ces réclamations ont



rapport à l'exécution ou à l'accomplissement, ou sont alléguées comme résultant de l'exécution ou de l'accomplissement d'un contrat ou d'une convention pour la construction d'un ouvrage public, à moins qu'elles n'aient été remises comme susdit, dans le cours des trois mois qui suivent la date de l'évaluation finale en vertu de ce contrat; mais rien de contenu dans le présent article ne peut empêcher les arbitres de recevoir, examiner ou régler les réclamations déposées au bureau autorisé à les recevoir, dans le délai fixé par toute loi en vigueur au Québec, lors de la construction de cet ouvrage public.

S. R. 1964, c. 138, a. 32.

§3. — *Des attributions des arbitres, et des procédures adoptées par eux et devant eux*

Témoins. **33.** Les arbitres peuvent ordonner, au moyen d'une assignation ou d'un ordre écrit signé par l'un d'eux ou par leur secrétaire, et qui doit être signifié au dernier lieu de la résidence ordinaire de la personne à laquelle il est adressé, la comparution de témoins résidant dans toute partie du Québec, ou la production de tous documents requis par l'une ou l'autre des parties, et peuvent faire prêter à ces témoins serment de rendre un témoignage conforme à la vérité à l'égard des matières sur lesquelles ils sont interrogés.

Punition des témoins. Le refus d'obéir à telle assignation ou à tel ordre par écrit, ou la négligence de comparaître ou de produire ces documents, expose la personne en défaut à une amende de pas moins de cinq dollars ni de plus de vingt-cinq dollars, recouvrable devant tout juge de paix, et prélevée, sous le mandat de ce dernier, par vente et saisie des meubles et effets du contrevenant, à moins qu'il ne donne quelque cause raisonnable de justification.

Restrictions. Nulle personne ne peut être forcée de produire des documents qu'elle ne pourrait être obligée de produire dans un procès à la Cour supérieure ou à la Cour provinciale, ni d'assister comme témoin pendant plus de trois jours consécutifs.

Allocation aux témoins. Chacun des témoins doit recevoir, en sus de ses justes dépenses de voyage, une somme n'excédant pas un dollar par jour, à la discrétion des arbitres; cette rémunération est payée par la partie qui a demandé sa comparution.

S. R. 1964, c. 138, a. 33; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 17, a. 2.

Évaluation des dommages. **34.** Les arbitres, en examinant toute demande pour dommages, doivent prendre en considération aussi bien les avantages que les désavantages résultant de ces ouvrages publics, pour le propriétaire

de la terre ou de la propriété immobilière à travers laquelle ou près de laquelle ils passent.

S. R. 1964, c. 138, a. 34.

Valeur des bien-fonds.

**35.** Les arbitres, en estimant et déterminant le montant qui doit être payé à un réclamant pour dommages causés à quelque propriété immobilière, doivent estimer la terre ou le bien-fonds suivant sa valeur au temps où les dommages dont il est porté plainte ont été causés, et non pas suivant la valeur des terres adjacentes au temps où ils prononcent leur sentence.

S. R. 1964, c. 138, a. 35.

Décision sur contrat.

**36.** En examinant et réglant une réclamation relative à un contrat par écrit, les arbitres sont tenus de rendre leur décision conformément aux conditions et aux stipulations contenues dans ce contrat, et ne doivent accorder, dans aucun cas, de compensation à un réclamant à raison de ce qu'il a dépensé de plus fortes sommes dans l'exécution de son contrat que le montant y stipulé, et ils ne doivent non plus accorder d'intérêt sur aucune somme qu'ils considèrent due à ce réclamant, si l'intérêt n'est pas stipulé dans ledit contrat.

Clause pénale.

Nulle clause, dans tel contrat, stipulant une retenue ou imposant une pénalité pour la non-exécution de quelque condition y insérée, ou pour avoir négligé de parfaire quelque ouvrage public, ou de remplir les conventions contenues dans le contrat, ne doit être considérée comme clause comminatoire, mais elle doit être considérée comme comportant l'obligation de payer, de consentement mutuel, les dommages résultant de cette non-exécution ou négligence.

S. R. 1964, c. 138, a. 36.

Dépositions.

**37.** En examinant une réclamation qui a été soumise à leur examen, les arbitres font prendre par écrit la preuve légale qui est offerte par l'une ou l'autre partie, et font une liste des plans, reçus, pièces justificatives, documents et autres papiers qui peuvent être produits devant eux pendant l'instruction; mais ils peuvent, du consentement par écrit du ministre et de la partie adverse, entendre les dépositions des témoins produits par l'une ou l'autre des parties, sans les mettre par écrit.

S. R. 1964, c. 138, a. 37.

Copie de la sentence.

**38.** Les arbitres doivent fournir au ministre une copie de leur sentence arbitrale et une copie à chaque partie réclamante, en autant

qu'il s'agit de sa réclamation particulière, dans le cours d'un mois après la décision.

S. R. 1964, c. 138, a. 38.

Copies des dépositions. **39.** Moyennant rétribution, au taux de dix centins par cent mots et de vingt centins de plus pour chaque certificat, le secrétaire des arbitres doit donner, à toute personne les demandant, des copies certifiées de toutes les dépositions prises ou de tous les documents produits devant les arbitres.

S. R. 1964, c. 138, a. 39.

Frais. **40.** Si la somme adjugée excède la somme offerte, le ministre doit payer les frais d'arbitrage, sinon les frais sont payés par la personne qui a refusé les offres.

Taxe. Ces frais sont, dans l'un et l'autre cas, taxés par un juge de la Cour supérieure.

Honoraires de l'avocat. Lorsque le réclamant a été représenté ou assisté par un avocat devant les arbitres, les honoraires de cet avocat doivent être taxés et lui être accordés comme dans une cause contestée en Cour supérieure ou en Cour provinciale, suivant la somme allouée.

S. R. 1964, c. 138, a. 40; 1965 (1<sup>re</sup> sess.), c. 17, a. 2.

#### *§4. — Des arbitres non-officiels dans certains cas*

Arbitres non officiels. **41.** Le ministre, chaque fois qu'il le juge convenable, ou lorsqu'il en est requis par les parties faisant des réclamations dans tous les cas ci-dessus mentionnés, peut, sous l'autorité du gouvernement, renvoyer ces réclamations ou quelqu'une d'elles, à des arbitres autres que les arbitres officiels, lesquels arbitres sont nommés de la manière suivante:

Nomination. Le réclamant nomme un arbitre; le ministre en nomme un autre, et ces deux arbitres en nomment un troisième; en cas de désaccord, le troisième arbitre est nommé par un juge de la Cour supérieure, sur la demande des deux autres arbitres.

Pouvoirs. Ces trois arbitres ont, pour l'examen et l'adjudication de la réclamation et pour la sommation des témoins devant eux, leur audition, assermentation et examen, et la production des papiers et documents, les mêmes pouvoirs que les arbitres officiels.

S. R. 1964, c. 138, a. 41.

Témoin récalcitrant. **42.** Tout témoin dûment assigné qui néglige ou refuse de comparaître devant les arbitres, d'être assermenté, ou de répondre aux

questions qui lui sont posées, ou qui refuse de produire les documents qui lui sont demandés, est passible de l'amende mentionnée dans l'article 33, de la même manière et sous les mêmes exemptions et modifications qui y sont établies.

L'amende est recouvrée en la manière prescrite en cet article, et les témoins ont droit d'être taxés de la manière qui y est prévue.

S. R. 1964, c. 138, a. 42.

Cautionnement. **43.** Le réclamant doit, à la satisfaction des arbitres nommés en vertu de l'article 41, donner caution dans les cas prévus, en la manière et pour les fins mentionnées dans l'article 27.

S. R. 1964, c. 138, a. 43.

Pas d'appel. **44.** La décision de ces arbitres ou de la majorité d'entre eux est finale et sans appel.

S. R. 1964, c. 138, a. 44.

Frais. **45.** Les frais encourus pour tout arbitrage fait en vertu de l'article 41, sont supportés, payés et taxés en la manière mentionnée dans l'article 40, et la rémunération des arbitres est fixée de la même manière que pour les arbitres officiels.

S. R. 1964, c. 138, a. 45.

#### SECTION IV

#### DE LA RATIFICATION DES TITRES RELATIFS AUX PROPRIÉTÉS FONCIÈRES

Hypothèques sur les terres prises par la couronne. **46.** La compensation dont sont convenus le ministre et la partie qui peut transporter valablement des terres qui peuvent être prises en vertu de la présente loi sans le consentement du propriétaire, ou qui en est en possession comme propriétaire, tient lieu de ces terres; et toute réclamation, hypothèque ou charge sur ces terres est convertie en une créance sur telle compensation.

S. R. 1964, c. 138, a. 46.

Païement au protonotaire.  
Ratification de titre. **47.** Si le ministre a raison de croire qu'il existe sur quelque une de ces terres des réclamations ou hypothèques, ou si une partie à qui la compensation est payable, en tout ou en partie, refuse d'exécuter le transport et de donner les garanties convenables, ou si une partie qui a droit à la compensation ne peut être trouvée ou est inconnue du ministre, ou si, pour quelque autre raison, le ministre le trouve à

propos, il peut payer cette compensation entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure pour le district dans lequel la terre est située, avec six mois d'intérêt, et faire livrer au protonotaire une copie authentique du transport, et, sur requête au nom de la couronne, il est pris des mesures pour la ratification de ce titre, sauf que, outre le contenu ordinaire de l'avis, le protonotaire doit annoncer que tel titre est en vertu de la présente loi (c'est-à-dire le transport) et doit requérir toutes les personnes qui ont droit à la terre ou à quelque partie d'icelle, ou les représentants ou le mari de quelque personne y ayant ainsi droit, de produire leur opposition pour la conservation de leurs droits à la compensation en tout ou en partie. Toutes ces oppositions sont reçues et jugées par le tribunal, et le jugement de ratification met fin pour toujours à toutes réclamations sur les terres ou sur toute partie de ces terres aussi bien qu'à toutes les charges ou hypothèques.

S. R. 1964, c. 138, a. 47.

Distribution des deniers.  
Frais.

**48.** Le tribunal doit rendre, pour la distribution, le paiement ou le placement de la compensation et pour garantir les droits de toutes les parties intéressées, toute décision que la loi et la justice peuvent requérir; les frais de ces procédures, en tout ou en partie, sont payés par le ministre ou par toute autre partie à laquelle le tribunal juge équitable d'en ordonner le paiement.

S. R. 1964, c. 138, a. 48.

Intérêts.

**49.** Si le jugement de ratification est obtenu dans moins de six mois à compter du paiement de la compensation au protonotaire, le tribunal peut ordonner la remise d'une partie proportionnée de l'intérêt au ministre; et si, à cause de quelque erreur, faute ou négligence dans la poursuite de la requête pour ratification de titre, cette ratification n'est obtenue qu'après l'expiration des six mois, le tribunal ordonne le paiement, à la partie y ayant droit, de l'intérêt pour tel laps de temps ultérieur qui lui paraît juste.

S. R. 1964, c. 138, a. 49.

## SECTION V

### DE LA REPRISE DE POSSESSION DES OUVRAGES PUBLICS

Reprise de possession.

**50.** Le gouvernement peut, en tout temps, décréter que le ministre reprendra possession de tout ouvrage ou édifice public, à raison de l'expiration d'un bail, d'une charte ou d'un contrat quelconque, de l'avènement d'une condition résolutoire, de même que de l'inexécution

tion d'un contrat ou de toute autre cause de rescision, ou pour cause d'utilité publique.

S. R. 1964, c. 138, a. 50.

Formalités. **51.** L'arrêté en conseil à cet effet doit être signifié au détenteur de tel ouvrage ou édifice public ou à ses représentants sur les lieux, et aussitôt après cette signification, le ministre, ou toute personne qu'il délègue à cette fin, peut prendre possession de l'ouvrage ou de l'édifice public désigné dans l'arrêté en conseil, sans aucune formalité, sauf, à la partie ainsi dépossédée, son recours en indemnité, si elle se trouve lésée.

S. R. 1964, c. 138, a. 51.

Prise de possession forcée. **52.** À défaut par le détenteur ou ses représentants de livrer possession de tel ouvrage ou édifice public au ministre ou à ses délégués, aussitôt après la signification de l'arrêté en conseil ci-dessus mentionné, le shérif du district dans lequel tel ouvrage ou tel édifice est situé, doit, sur un mandat signé par le lieutenant-gouverneur, s'en emparer et y maintenir le ministre ou ses délégués en possession.

S. R. 1964, c. 138, a. 52.

## SECTION VI

### DES RÈGLEMENTS POUR L'USAGE DES OUVRAGES PUBLICS

Règlements. **53.** Le gouvernement peut décréter les règlements qui peuvent sembler nécessaires pour la régie, la direction, le bon usage et la protection de tous ou chacun des ouvrages publics.

S. R. 1964, c. 138, a. 53.

Peine pour infraction. **54.** Le gouvernement peut également imposer des amendes n'excédant, en aucun cas, quatre cents dollars pour toute infraction à ces règlements et décréter que tout véhicule avec lequel une infraction a été commise ou des dommages ont été causés, peut être détenu jusqu'à ce que l'amende, les dommages et les dépens soient payés.

S. R. 1964, c. 138, a. 54.

Publication. Dépôt des arrêtés ministériels. **55.** Les proclamations, règlements et arrêtés en conseil, faits en vertu de la présente loi, sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, sauf les arrêtés en conseil établis sous le régime de la section II qui doivent être présentés à l'Assemblée nationale si elle est alors

en session et, si elle n'est pas alors en session, lesdits arrêtés en conseil ou un résumé de ceux-ci révélant leurs dispositions essentielles doivent être présentés à l'Assemblée nationale dans les quinze premiers jours de la session suivante.

S. R. 1964, c. 138, a. 55; 1968, c. 9, a. 90; 1968, c. 23, a. 8.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 138 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre T-15 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**STATUTS  
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,  
1977**

**Chapitre 138**

**Chapitre T-15**

**LOI DES TRAVAUX PU-  
BLICS**

**LOI SUR LES TRA-  
VAUX PUBLICS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 55	1 - 55	
Section VII		Abrogée 1966-67, c. 48, a. 20
56 - 62		Abrogés 1966-67, c. 48, a. 20

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

